



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2023 – 0213 du 17 octobre 2023

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
Levée de mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression ;

Vu la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 557-1 à L. 557-61 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°06-6684 du 21 décembre 2006, délivré à la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE pour l'exploitation d'une usine de fabrication de produits laitiers se situant 23 rue des Grandes Courbes au Mans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014035-0019 du 4 février 2014 réglementant les activités de la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2022-305 en date du 25 octobre 2022 mettant en demeure la société YOPLAIT concernant son installation de fabrication de produits laitiers se situant 23 rue des Grandes Courbes sur la commune du Mans ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 septembre 2023 proposant de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2022 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 27 septembre 2023, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté le retour à la conformité réglementaire de l'établissement ;

Considérant que les prescriptions imposées par l'arrêté de mise en demeure susvisé n'ont plus lieu d'être ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2022-305 du 25 octobre 2022 mettant en demeure la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

– d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

– d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Directeur de la Coordination
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial

Eric GERVAIS